APPLICATION/REQUÊTE N° 14261/88

Sinnadurai SHANMUKANATHAN v/the FEDERAL REPUBLIC OF
GERMANY

Sinnadurai SHANMUKANATHAN c/RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE
D'ALLEMAGNE

DECISION of 13 July 1990 (Striking off the list of cases)

DÉCISION du 13 juillet 1990 (Radiation du rôle)

Article 6, paragraph 3 (e) of the Convention: Right to the assistance of an interpreter in proceedings concerning a regulatory fine (Agreed solution).

Article 30, paragraph 1 (a) and (b) of the Convention: Settlement between the parties, based on reimbursement of costs. Withdrawal of application. Absence of general reasons (reference to an amendment to the law following the Öztürk judgment). Striking off the list.

Article 6, paragraphe 3, litt. e), de la Convention: Droit à l'assistance d'un interprète dans une procédure concernant une amende administrative (Arrangement hors procédure)

Article 30, paragraphe 1, litt. a) et b), de la Convention. Arrangement hors procédure entre les parties. fondé sur le remboursement des frais. Retrait de la requête. Absence de motifs d'intérêt général (référence à une modification législative suite à l'arrêt Öztürk). Radiation du rôle.

(TRADUCTION)

EN FAIT

Le requérant est un ressortissant du Sri Lanka né en 1949 et domicilié à Talheim. Il est représenté par Me N. Wingerter, avocat à Heilbronn.

Les faits, tels qu'ils ont été exposés, peuvent se résumer comme suit.

Par une décision (Bussgeldbescheid) du 3 octobre 1986, l'Office du travail (Arbeitsamt) de Heilbronn infligea au requérant une amende administrative (Geldbusse) pour contravention à l'article 60 par. 1 n° 2 du Code social (Sozialgesetzbuch) I, car l'intéressé avait perçu des allocations-chômage alors qu'il était salarié.

Le requérant ayant fait opposition (Einspruch), le tribunal de district (Amtsgericht) de Heilbronn fixa au 7 avril 1987 la date du procès. Un interprète fut désigné pour cette audience.

Au procès, le requérant retira son opposition et le tribunal décida qu'il devait supporter les frais de la procédure.

Le 15 avril 1987, le greffe du tribunal (Gerichtskasse) fixa à 407,40 DM les frais à acquitter par le requérant, dont 392,40 DM pour les honoraires de l'interprète.

Le 6 mai 1987, le requérant fit opposition (Erinnerung) à l'état des frais dans la mesure où y figuraient les honoraires de l'interprète.

Le 26 août 1987, le tribunal de district rejeta l'opposition pour défaut de fondement au regard du No 1904 de l'annexe à la loi sur les frais de justice (Kostenverzeichnis zum Gerichtskostengesetz), il déclara que cette disposition l'emportait sur l'article 6 par. 3 de la Convention

Le recours (Beschwerde) forme par le requérant et alléguant une violation de l'article 6 par 3 e) de la Convention fut rejete par le tribunal regional (Landgericht) de Heilbronn le 2 mars 1988. Le tribunal déclara que le No 1904, deuxième phrase de ladite annexe, telle qu'amendée en 1980 après l'arrêt Luedicke, Belkacem et Koç du 28 novembre 1978 (Cour eur. D.H., série A n° 29), ne concernait pas les procédures administratives et qu'il appartenait au législateur de prendre les mesures requises par l'article 53 de la Convention après l'interprétation donnée par la Cour de l'article 6 par 3 e) de la Convention dans l'arrêt Öztürk du 21 février 1984 (Cour eur. D.H., série A n° 73). Par rapport à l'article 6 par. 3 e) de la Convention, tel qu'incorporé dans le droit interne en 1952, l'annexe a la loi, amendée en 1980, était le texte qui prévalait, puisque c'était à la fois la lex posterior et la lex specialis

GRIEF

Le requérant alléguait une violation de l'article 6 par 3 e) de la Convention.

PROCÉDURE DEVANT LA COMMISSION

La requête a été introduite le 1er août et enregistrée le 29 septembre 1988

Le 4 décembre 1989, la Commission a décidé de communiquer la requête au Gouvernement défendeur et de l'inviter à lui présenter par écrit, avant le 23 février 1990, ses observations sur la recevabilité et le bien-fondé de la requête

Par lettre du 21 février 1990, le Gouvernement a informé la Commission des termes d'un projet de règlement qu'il avait adressé à Me Wingarter

Sous couvert de sa lettre du 30 mars 1989, le Gouvernement a soumis l'accord intervenu entre les parties

Cet accord est ainsi libellé

(Original allemand)

“VEREINBARUNG”

über das Individualbeschwerdeverfahren Nr 14 261/88
Sinnadurai SHANMUKANATHAN,

zwischen

Herrn Sinnadurai SHANMUKANATHAN, Hauptstrasse 50, 7129 Talheim,
vertreten durch Rechtsanwälte Norbert Wingerter, Volker Hohbach,
Anke Stiefel Bechdorf, Christoph Haussmann in Heilbronn

und

der Bundesrepublik Deutschland vertreten durch Ministerialdirigent
Dr Meyer-Ladewig, Bundesministerium der Justiz, 5300 Bonn 2

1 Dem Beschwerdeführer werden die in dem Bussgeldverfahren vor dem
Amtsgericht Heilbronn – 41 OWi 4452/86 entstandenen und von ihm gezahlten
Dolmetscherkosten in Höhe von 392,40 DM zurückerstattet

2 Die Bundesregierung zahlt dem Beschwerdeführer zur Abgeltung der ihm im
Erinnerungs- und Beschwerdeverfahren gegen diesen Kostenansatz und anlässlich
der Einlegung der Individualbeschwerde bei der Europäischen Menschenrechts-
kommission entstandenen Kosten und Auslagen einen Betrag von insgesamt
600, DM (sechshundert Deutsche Mark)

3 Die Beträge zu 1 und 2 werden an den Verfahrensbevollmächtigten des
Beschwerdeführers, Rechtsanwälte Norbert Wingerter, Volker Hohbach u a
überwiesen

4 Der Beschwerdeführer nimmt die Beschwerde hiermit zurück

Bonn, den 21. 2. 1990 Heilbronn, den 21. 2. 90

gez Meyer Ladewig
(Ministerialdirigent
Dr Meyer Ladewig)

gez Wingerter
(Rechtsanwalt Wingerter)“

(Traduction)

«ACCORD

sur la procedure concernant la requête individuelle
No 14261/88 introduite par Sinnaduraï SHANMUKANATHAN
contre la Republique Federale d'Allemagne

entre

M Sinnaduraï SHANMUKANATHAN, Hauptstrasse 50, 7129 Talheim,
represente par MM Norbert Wingerter, Volker Hohbach,
Mme Anke Stiefel-Bechdolf et M Christoph Haussmann,
avocats a Heilbronn,

et

la Republique Federale d'Allemagne, representee par
le Dr Meyer Ladewig, Ministerialdirigent,
Ministere federal de la Justice, 5300 Bonn 2

1 Les frais d'interprete, soit 392,40 DM, exposes pour la procedure administrative – 41 OWi 4452/86 – devant le tribunal de district de Heilbronn et acquites par le requerant lui seront remboursees

2 A titre de satisfaction pour les frais et depens encourus par le requerant dans les procedures d'opposition et de recours quant a la note de frais susmentionnee et dans la soumission de la requête a la Commission europeenne des Droits de l'Homme, le Gouvernement federal versera au requerant la somme de 600 DM (six cents Deutschmark)

3 Les sommes visees aux paragraphes 1 et 2 supra seront versees aux representants du requerant dans la procedure, a savoir MM Norbert Wingerter, Volker Hohbach et autres

4 En consequence, le requerant retire sa requête

Bonn, le 21 2 1990

Heilbronn, le 21 2 1990

(signe) Meyer Ladewig

(signe) Wingerter
(Ministerialdirigent
Dr Meyer Ladewig)

(Rechtsanwalt Wingerter)»

Le Gouvernement declare avoir pris toutes dispositions pour que les sommes sus indiquees soient versees a Me Wingerter

MOTIFS DE LA DECISION

La Commission releve que les parties sont parvenues a un accord sur les pretentions du requerant et que celui-ci souhaite en consequence retirer sa requete Elle en conclut que le requerant n'entend plus maintenir cette requête, puisque les faits qui en etaient a l'origine ont trouve une solution au sens de l'article 30 par 1 a) et b) de la Convention

En outre, la Commission ne voit aucun motif d'interêt general touchant au respect des droits de l'homme tels que definis par la Convention, qui justifierait la poursuite de l'examen de la requête en vertu de l'article 30 par 1 in fine de la Convention

A cet egard, la Commission releve que, vu l'arrêt Öztürk, la Republique Federale d'Allemagne a modifie le No 1904 de l'annexe a la loi sur les frais de justice en adoptant l'article 2 par 1 de la loi du 15 juin 1989 (Gesetz zur Regelung des Geschäftwertes bei land- und forstwirtschaftlichen Betriebsübergaben und zur Änderung sonstiger kostenrechtlicher Vorschriften, BGBl I p 1083) Selon cette disposition amende, les frais d'interpretation exposes dans une procédure administrative ne seront reclames au defendeur que si le tribunal estime que ce dernier les a inutilement provoques

Par ces motifs, la Commission

DECIDE DE RAYER LA REQUÊTE DU RÔLE